

# Rwanda : retour au calme dans la capitale

## Les affrontements auraient fait plus de deux cents morts

Jean Hélène

Le Monde, 10 octobre 1990

A Kigali, les magasins ont été autorisés à ouvrir, et le travail a repris, mais le couvre-feu est maintenu ainsi que les interdictions de circuler sans laissez-passer. Les combats continuent dans le nord-est, où les troupes gouvernementales font face à environ dix mille rebelles.

Le président rwandais s'est rendu au Zaïre, lundi 8 octobre, pour rencontrer le président Mobutu. Pendant ce temps, à Paris, Amnesty International s'inquiète de la violente répression menée depuis le début de l'année par le gouvernement du Rwanda à l'encontre de ses opposants. L'organisation dénonce notamment les procès inéquitables et le fait que des personnes soient emprisonnées uniquement pour leurs opinions.

Le premier bilan officiel des troubles a été donné lundi soir par le ministre rwandais des affaires étrangères, M. Casimir Bizimungu : deux cents morts du côté des maquisards, trente tués (civils et militaires) du côté gouvernemental et cinq cents arrestations. Ce dernier chiffre n'est pas définitif, car les interpellations continuent dans le pays. Selon des journalistes belges, environ mille cinq cent

cinquante personnes dont cinquante femmes et enfants sont enfermés dans le stade régional de Nymirambo, un quartier populaire de Kigali, attendant probablement que les autorités se prononcent sur leur sort.

M. Bizimungu, évoquant « *l'appui des pays amis dans ces moments difficiles* », a remercié la Belgique, la France et le Zaïre pour l'envoi de troupes et de munitions. Si la présence des six cents paras belges et des deux cent cinquante paras et légionnaires français a rassuré la communauté étrangère, elle a, de l'avis général, contribué à remettre d'aplomb un régime ébranlé par l'incursion des rebelles le 1<sup>er</sup> octobre.

Paris et Bruxelles présentent leur mission comme humanitaire, mais la situation incertaine qui n'exige pas une évacuation générale, leur permet de prolonger leur présence au Rwanda.

Selon les rebelles basés en Ouganda, des « *Européens* » pilotent des hélicoptères de l'armée rwandaise. Il semble en tout cas probable que des paras étrangers sont sollicités par les soldats rwandais pour des appuis ponctuels.

### Soutien militaire zaïrois

Mais l'essentiel du soutien militaire est assuré par les mille soldats zaïrois, dont la mission officielle est de protéger quelques bâtiments sensibles et les points stratégiques. Un témoin digne de foi a pu apercevoir, dans un hôpital de la capitale, un soldat zaïrois blessé d'une balle dans le ventre.

Cependant, la participation des soldats étrangers à des opérations militaires est fermement démentie à tous les niveaux militaire, diplomatique et gouvernemental. « *Le Rwanda a fait l'objet d'une agression extérieure* », affirme, catégorique, le chef de la diplomatie rwandaise, tout en admettant que les assaillants sont, en grande partie, des réfugiés rwandais membres de l'armée ougandaise. Considérer ces réfugiés comme étrangers est jusqu'à présent la position officielle du régime

concernant ces Rwandais qui ont fui leur pays en 1959 et dont l'intégration en Ouganda semble aller de soi pour les autorités de Kigali.

La commission mixte, chargée de déterminer l'origine nationale de ces Tutsis, risque d'être le théâtre de négociations serrées. Par deux fois, le ministre a fait allusion à la "« *ase ethnique* » du mouvement rebelle, en déclarant que cette « *organisation terroriste* » avait acheté la participation d'un opposant hutu, le pasteur Bizimungu, afin de montrer qu'il n'était pas un parti ethnique. Et, en accusant le Front national rwandais (FNR) de vouloir « *l'instauration d'un régime minoritaire* » à caractère féodal, il ne pouvait faire allusion plus clairement à la monarchie tutsie, qui a régné jusqu'en 1959, date de la révolte des Hutus.